



Recueilli par Isabelle de Gaulmyn

## **ANALYSE LUCILE SCHMID : « L'ÉCOLOGIE PEUT SORTIR LES INSTITUTIONS DE LEUR TORPEUR DÉMOCRATIQUE »**

**Que vous inspire le succès de l'expression le « monde d'après » en cette période de déconfinement très progressif ?**

Pourquoi la résonance de cette expression - « le monde d'après »- est-elle plus forte que dans le cas d'une crise « classique » ? Plusieurs choses se mêlent : les angoisses d'abord face à l'incertitude, les inégalités de destin ensuite, et enfin les aspirations à vivre mieux et différemment. Le monde d'après c'est tout cela à la fois. Ce n'est pas une simple utopie ou un simple changement des règles du jeu. C'est aussi la peur de tout perdre pour tous ceux qui sont en première ligne face à la récession économique. Les opportunités de changer sont imbriquées à cette peur. Comment porter concrètement un projet commun de sortie de crise lorsque le risque à changer est si inégalement réparti ? C'est tout l'enjeu.

**Quels liens donc établir avec l'écologie ?**

D'abord que la pression des sociétés humaines met en cause l'équilibre de certains écosystèmes et que nous avons redécouvert à l'occasion de cette pandémie nos interactions avec la nature. Nous avons aussi découvert combien mettre à l'arrêt certaines activités humaines lui permettait de respirer. La première leçon de cette crise c'est de se donner les moyens de mieux préserver un équilibre de nos relations avec les plantes, les animaux, les virus « si petits qui créent des crises économiques d'une telle ampleur » pour reprendre les mots d'Ursula Von der Leyen la présidente de la Commission européenne. Mais l'essentiel dans les enseignements de cette crise ce ne sont ni les virus, ni les chauves-souris. C'est la manière dont la pandémie a symbolisé les déficiences graves de la mondialisation économique actuelle. Le confinement a enfoncé le clou puisque lutter contre la pandémie a impliqué de mettre l'économie à l'arrêt, de cesser de produire, de sanctuariser la santé, et de suspendre cette mondialisation-là. Et comme on avait tardé, la mise en œuvre de ce choix a encore davantage représenté un tête à queue par rapport à tout ce qui était jusque-là « raisonnable », toutes les règles du jeu. Qu'il s'agisse du retour de l'intervention de l'État, de la gestion de l'argent public, des libertés, qui aurait imaginé ce que nous venons de vivre ? C'est la rencontre entre cette remise en cause radicale de la mondialisation économique, et les alertes écologiques qui s'étaient amplifiées depuis deux à trois ans, qui explique à mon sens que les initiatives pour penser « le monde d'après » fassent la part belle aux propositions écologiques.

## Peut-on parler d'un projet de société autour de cette préoccupation écologique ?

Non, ce qui me frappe c'est leur foisonnement. En France, la conférence citoyenne pour le climat a par exemple choisi de publier en plein confinement des positions claires sur les liens entre écologie et l'économie, des parlementaires ont créé la plate-forme numérique « le jour d'après », Nicolas Hulot et Laurent Berger ont actualisé leurs propositions du Pacte du pouvoir de vivre. Le Haut Conseil pour le climat composé de personnalités scientifiques a soutenu l'initiative de la conférence citoyenne. Ce qui me marque c'est aussi ce qui se passe à l'échelle européenne. La Commission soutenue par le Parlement européen (lancement de l'Alliance verte qui rassemble institutions, entreprises et personnalités, à l'initiative de Pascal Canfin), a souhaité faire du Green deal l'un des éléments forts de son plan de relance post coronavirus. Toutes se réclament de l'écologie. C'est là qu'est aussi la difficulté. Car ce n'est pas parce qu'on parle au nom de l'écologie que les positions défendues vont converger automatiquement. Entre la finance verte et la possibilité de donner accès à une alimentation saine et à un logement bien isolé quel est le rapport ? L'initiative portée par Nicolas Hulot met l'accent sur le lien entre écologie et enjeux sociaux. L'Alliance verte au niveau européen vaut d'abord parce qu'elle montre les liens entre les institutions et le monde économique et les syndicats. Certains pensent d'abord climat et énergie mais il ne faudrait pas oublier les enjeux de nature.

## Comment fait-on, alors ?

Je crois qu'il faut aussi oser penser la question du compromis. Il ne s'agit pas d'être tiède, de nier l'urgence. Mais si on veut pouvoir justement associer les trois urgences -sociale, économique et écologique- si on veut passer à l'action cela signifie des périodes de transition, des différences de traitement selon les territoires, des négociations politiques avec des personnes qui restent sceptiques (voir la position des gouvernements de l'Est de l'Europe). Le compromis ce n'est pas le greenwashing, c'est au contraire l'entrée dans un principe de réalité écologique. Mais il est nécessaire de penser d'un même élan démocratie, écologie et rôle des sciences. En ce sens l'écologie est une chance pour sortir les institutions de leur torpeur démocratique.

**Interview donnée à La Croix**